

MOTION

# LA LORRAINE OUBLIÉE ? MOBILISONS-NOUS POUR LE RAIL POUR CONSTRUIRE LE GRAND EST

Considérant les débats en cours sur le projet de loi d'orientation des mobilités (LOM), qui s'est fixée notamment comme objectif de donner aux collectivités la capacité de pallier la carence de transports dans certains territoires dans une approche globale des mobilités et de répondre aux besoins des territoires au service de leurs usagers ;

Considérant l'adoption de la loi « pour un nouveau pacte ferroviaire », qui acte le changement de statut de la SNCF en une société anonyme à capitaux publics et l'ouverture à la concurrence en 2019 pour les trains régionaux (TER, Intercités, etc.) et en décembre 2020 pour les TGV et qui, par certains aspects, peut faire craindre une régression de la qualité du service public ferroviaire ;

Considérant que, avec l'ouverture de la LGV Est 2 structurant l'axe Est-Ouest et la reconfiguration des dessertes vers le Sud, la Lorraine en général, et le sud lorrain en particulier, sont les grands perdants de la nouvelle offre SNCF, la stratégie de cette dernière tendant vers la disparition des dessertes directes vers le sud afin d'optimiser la rentabilité de la LGV Est et de la LGV Rhin-Rhône ;

Considérant les conséquences de cet enclavement en matière de cohésion régionale et transfrontalière en matière d'attractivité des territoires du sud de la Lorraine ;

Considérant les enjeux liés à la deuxième phase de consultation sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;

Considérant que seule la Lorraine ne dispose pas de gare d'interconnexion à l'inverse des territoires champardennais et alsaciens ;

Considérant que le Conseil régional a pris toutes les mesures conservatoires nécessaires à la réalisation de la gare d'interconnexion ;

Considérant que le recours à la part additionnelle de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) prélevée par le Conseil régional Grand Est garantit le financement de la gare d'interconnexion sans autre participation financière de la Région ;

Considérant les conséquences pour les usagers, qui voient leurs attentes insuffisamment prises en compte et leurs conditions de transport se dégrader ;

Nous souhaitons solennellement :

- Réaffirmer l'impérieuse nécessité de désenclaver la métropole du Grand Nancy et le sud lorrain par le rétablissement d'une offre attractive de dessertes directes vers le Sud, seules susceptibles d'éviter le phénomène « cul de sac », ainsi que le maintien et la revitalisation de lignes existantes, notamment Nancy-Épinal-Belfort, Épinal-Saint-Dié, Nancy-Vittel.
- Réaffirmer la nécessité de réaliser, dans le meilleur délai, la gare lorraine d'interconnexion sur le site de Vandières, seul site lorrain où se croisent dans l'un des 9 corridors européens la LGV Est et le réseau TER lorrain, permettant la connexion de l'ensemble des territoires lorrains avec le réseau national à grande vitesse et l'espace européen, ainsi que la connexion du réseau ferroviaire luxembourgeois à l'ensemble du territoire français.
- Réaffirmer la nécessité de soutenir, au nom d'un aménagement équilibré du territoire, les trains du quotidien, ces lignes régionales qui souffrent d'un sous-investissement chronique et donc d'un manque d'attractivité de nature à accroître la fracture territoriale.

À Nancy , le 27 septembre 2018



**LOUIS BLAISE**  
Président  
de l'AUT Lorraine



**BRUNO GAZEAU**  
Président  
de la FNAUT



**MATHIEU KLEIN**  
Président du conseil  
départemental de  
Meurthe-et-Moselle



**PATRICK TASSIN**  
Président du CESER  
Grand Est



**FRANÇOIS VANNSON**  
Président du conseil  
départemental  
des Vosges